

Bruxelles, 18 octobre 2017

Elections législatives en Argentine: la politique pro-entreprise est-elle en jeu?

La pérennité de la reprise économique en Argentine dépendra du résultat des élections de mi-mandat qui auront lieu le 22 octobre prochain. Les investisseurs se montrent plus prudents quant aux perspectives politiques du pays après l'annonce de la candidature de l'ancienne présidente Cristina Kirchner aux élections sénatoriales dans la province de Buenos Aires.

Le redémarrage de la croissance économique bénéfique pour la coalition « Cambiemos »

Depuis la prise de fonction de Mauricio Macri mi-décembre 2015, l'économie a commencé à repartir. Le taux de change a été libéralisé, les contrôles exercés sur les prix ont été supprimés, les barrières à l'importation ont été levées, les statistiques économiques nationales discréditées ont été révisées, les subventions ont été réduites et le problème des créanciers récalcitrants a été résolu en avril 2016. Après une contraction de 2,2% en 2016, l'activité a montré quelques améliorations en 2017 (+2,7% au deuxième trimestre par rapport à l'année précédente¹). Les premiers indicateurs du troisième trimestre témoignent également d'une accélération de l'économie. Les chances du gouvernement en place d'obtenir un bon résultat lors des élections de mi-mandat augmentent donc.

Cependant, la dynamique positive a entraîné avec elle des effets secondaires à court terme : hausse de l'inflation, mouvements sociaux, blocages persistants dans l'infrastructure - qui doivent être pris en compte pour améliorer la compétitivité industrielle et commerciale de l'Argentine². Le pays se classe 81e sur 137 dans l'enquête du *Forum économique mondial 2017-2018* qui évalue l'état des infrastructures.

Suite aux récentes améliorations survenues dans l'environnement économique, la coalition au pouvoir appelée « Cambiemos » peut désormais compter sur un soutien plus large. D'après un sondage publié par *Poliarquia*, la cote de popularité de Macri a augmenté de 2 points pour atteindre 54% en septembre 2017. Cela montre un retour de la confiance envers lui, après une chute à 45% au mois de juillet.

Buenos Aires : un indice sur l'avenir

Les futures élections seront d'une importance majeure pour l'ancienne présidente Cristina Kirchner qui se présente au Sénat dans la province de Buenos Aires. Si elle parvient à obtenir un bon résultat, elle pourrait être tentée de faire son retour à la *Casa Rosada*, au risque de mettre en

¹ Selon l'INDEC, acronyme espagnol de l'Institut national de la statistique.

² Panorama de Coface « Time to Address the Infrastructure Gap in Latin America » de septembre 2017

péril la politique pro-entreprise. L'importance des élections de mi-mandat s'en trouve renforcée.

Les attentes sont particulièrement fortes vis-à-vis des élections sénatoriales à Buenos Aires. La province représente le poids électoral le plus important du pays avec 40% du vote national. Avec trois sièges contestés au Sénat, l'élection à Buenos Aires est considérée comme une simulation en amont de l'élection présidentielle à venir. Lors des primaires à Buenos Aires, le candidat de Cambiemos, Esteban Bullrich, est arrivé second, à seulement 0,2 point de pourcentage derrière Cristina. La coalition « Cambiemos » devrait voir sa représentation augmenter au Congrès lors des prochaines élections – même si elle n'atteindra pas une majorité. Le résultat des élections primaires obligatoires pour le Congrès a montré un succès plus large que prévu pour la coalition gouvernementale. Une large victoire du parti au pouvoir permettrait aux décideurs d'être plus actifs dans leurs réformes.

Si, contre toute attente, Cristina gagne avec une marge confortable, il est probable qu'elle sera candidate aux prochaines élections présidentielles. Un fort soutien pour l'ancienne présidente entraînerait certainement une détérioration de la confiance des entreprises et des investisseurs et dissuaderait ces derniers d'investir dans le pays sur le long terme.

Le risque social augmente

En Argentine, les cycles économiques coïncident souvent avec les cycles politiques. Il est donc primordial de mesurer le risque politique pour évaluer les perspectives économiques et les risques de crédit des entreprises dans le pays. Le modèle de risque politique de Coface³ mesure plusieurs types de risques politiques en rapport avec leur impact sur l'activité de l'entreprise. Deux grands groupes sont pris en compte pour chaque pays : les risques en matière de sécurité (qui incluent le risque de conflit et le risque terroriste) et les risques qui découlent de la fragilité politique et sociale.

Le risque politique actuel de l'Argentine est jugé « faible ». On peut noter toutefois que le facteur de sécurité y contribue, dans la mesure où le pays n'a pas connu d'acte de terrorisme ces dernières années. Néanmoins, l'Argentine reste plus vulnérable d'un point de vue social³.

CONTACT MEDIA

Kris DEGREEF - T. +32 (0)2 404 01 07 kris.degreef@coface.com

³ Pour plus d'informations, consultez le panorama de Coface « Le risque politique dans tous ses états » de mars 2017



C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

A propos de Coface

Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, offre à 50 000 entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. Le Groupe, dont l'ambition est de devenir le partenaire assurance-crédit global le plus agile du secteur, est présent dans 100 pays et compte 4300 salariés. Son chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1,411 Md€ en 2016. Chaque trimestre, Coface publie ses évaluations du risque pays et du risque sectoriel, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.be

COFACE SA. est coté sur le Compartiment B d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

